

COMMUNIQUÉ

Canadian Union of Postal Workers
Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes

377 rue Bank st. Ottawa K2P 1Y3 (613) 236-7238 (613) 563-7861 (fax)

Les travailleurs et travailleuses des postes proposent une période de réflexion d'un mois et la tenue de « négociations intensives »

Pour diffusion immédiate

Le 8 juillet 2016

OTTAWA – Le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) propose à la direction de Postes Canada une période de réflexion de 30 jours, ce qui réglerait les problèmes d'« incertitude » liés à la livraison du courrier et donnerait aux négociations une chance de parvenir à un règlement.

« Nos membres, leurs familles et l'ensemble de la population canadienne ne devraient pas avoir à vivre avec cette menace de lock-out, surtout qu'il est question d'un service public rentable. Les travailleuses et travailleurs des postes veulent travailler et la population veut savoir qu'elle peut utiliser le service postal sans inquiétude », explique Mike Palecek, président national du STTP.

Le Syndicat affirme qu'il est prêt à participer à des « négociations intensives » avec Postes Canada durant la période de réflexion, qui comporterait aussi une prolongation des dispositions et des conditions des conventions collectives actuelles des 50 000 travailleuses et travailleurs des postes. En gage de sa bonne volonté, le STTP offre de retirer la plainte de pratique déloyale de travail qu'il a déposée contre Postes Canada si cette dernière accepte sa proposition.

Postes Canada, qui exige des concessions de la part des travailleuses et travailleurs des postes, a fait preuve d'intransigeance dans le cadre des négociations au cours des derniers mois. Elle a présenté une demande conciliation très tôt au cours du processus de négociation et a émis un avis de lock-out seulement une semaine après avoir présenté sa première offre au Syndicat.

« Au lieu de négocier avec nous de manière équitable, Postes Canada s'est consacrée à faire peur aux entreprises et à la population en faisant planer la menace d'un conflit de travail », s'exclame Mike Palecek. « Elle doit laisser tomber cette stratégie et se rasseoir à la table de négociation avec nous. »

Le Syndicat essaie de repousser d'importantes compressions, y compris l'imposition d'un régime de retraite moins sûr pour les nouveaux employés et employées. Il essaie aussi d'amener Postes Canada à réinventer le service postal public au moyen de l'expansion des services et de l'innovation. Le Syndicat demande également que Postes Canada règle la question de l'iniquité salariale touchant les factrices et facteurs ruraux et suburbains.

-30-

Renseignements : Aalya Ahmad à aahmad@cupw-sttp.org ou au 613-327-1177.